



Assemblée générale

Distr. générale
2 novembre 2012
Français
Original : anglais

Soixante-septième session

Point 130 de l'ordre du jour

Budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013

Prévisions de dépenses relatives aux missions politiques spéciales, aux missions de bons offices et aux autres initiatives politiques autorisées par l'Assemblée générale ou le Conseil de sécurité

Bureau du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie

Rapport du Secrétaire général

Résumé

On trouvera dans le présent rapport les prévisions de dépenses du Bureau du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie.

Les crédits demandés pour 2013 pour le Bureau s'élèvent à 12 261 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel).

L'Assemblée générale est invitée à approuver le budget pour 2013 du Bureau du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie et à ouvrir un crédit d'un montant de 12 261 800 dollars, déduction faite des contributions du personnel (montant brut : 12 964 200 dollars) conformément aux procédures énoncées dans sa résolution 41/213.



I. Bureau du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie

(12 261 800 dollars)

Historique, mandat et objectif

1. Le Conseil de sécurité a publié le 3 août 2011 une déclaration du Président (S/PRST/2011/16) dans laquelle il s'est déclaré gravement préoccupé par la détérioration de la situation en Syrie et a souligné que la seule solution pour sortir de la crise actuelle consistait pour la Syrie à mener un processus politique sans exclusive qui réponde véritablement aux aspirations et préoccupations légitimes de la population afin que tous les Syriens puissent exercer pleinement leurs libertés fondamentales. Dans sa résolution 66/176, l'Assemblée générale a, entre autres, condamné les violations des droits de l'homme commises et s'est félicitée de tous les efforts que la Ligue des États arabes avait déployés pour traiter tous les aspects de la situation. La Ligue des États arabes examine avec beaucoup d'attention la situation en République arabe syrienne depuis août 2011 et a adopté à cet égard plusieurs résolutions importantes. Le 22 janvier 2012, le Conseil des ministres de la Ligue des États arabes a adopté une résolution dans laquelle il exigeait que le Gouvernement syrien mette en œuvre son plan d'action du 2 novembre 2011. Il a chargé le Secrétaire général de la Ligue des États arabes de nommer un envoyé spécial qui suive le processus politique. Le 12 février 2012, les ministres des affaires étrangères de la Ligue des États arabes ont adopté une nouvelle résolution dans laquelle ils demandaient de nouveau aux autorités syriennes de faire cesser la violence et de mettre en œuvre les décisions précédentes de la Ligue. Ils ont demandé au Conseil de sécurité d'agir. Cet appel a également été repris dans les résolutions de la Ligue des États arabes qui ont suivi.

2. Le 16 février 2012, dans sa résolution 66/253 A, l'Assemblée générale a prié le Secrétaire général et tous les organes compétents de l'Organisation des Nations Unies d'apporter leur concours aux efforts de la Ligue des États arabes par des missions de bons offices visant à promouvoir le règlement pacifique de la crise syrienne, y compris en nommant un envoyé spécial, et par une assistance technique et matérielle, en consultation avec la Ligue.

3. En application de la résolution susmentionnée, les Secréétaires généraux de l'ONU et de la Ligue des États arabes ont nommé le 23 février 2012 leur Envoyé spécial conjoint, Kofi Annan, qui avait pour mission de coopérer étroitement avec toutes les parties prenantes et la communauté internationale afin de faire cesser la violence et la crise humanitaire et de faciliter l'obtention d'un règlement politique pacifique et sans exclusive, dirigé par les Syriens, qui réponde aux aspirations démocratiques de la population, par l'ouverture d'un véritable dialogue politique entre le Gouvernement syrien et l'ensemble des forces d'opposition syriennes.

4. L'Envoyé spécial conjoint, M. Annan, s'est mis en contact avec divers parties et partenaires internationaux ayant une influence sur la crise syrienne. Il a établi qu'il était essentiel, pour exercer la pression nécessaire à l'arrêt de la violence et à l'émergence d'un processus politique pacifique, que le Conseil de sécurité fasse preuve d'unité. Le 10 mars 2012, il s'est rendu à Damas, où il a présenté au Président de la République arabe syrienne un plan en six points, qui a été approuvé

le 21 mars 2012 par le Conseil de sécurité dans une déclaration de son président (S/PRST/2012/6). Le 25 mars, le Gouvernement syrien a officiellement souscrit à ce plan en six points, dans lequel il était entendu qu'une mission de suivi adéquate des Nations Unies serait déployée pour superviser l'arrêt de la violence.

5. Ainsi qu'il était prévu dans le plan en six points, l'arrêt de la violence a officiellement pris effet en République arabe syrienne le 12 avril et, dans un premier temps, a été en grande partie respecté par le Gouvernement syrien et les forces armées de l'opposition. Il est à noter que la violence a considérablement diminué et a pour l'essentiel cessé dans l'ensemble du pays pendant environ cinq semaines. Le Conseil de sécurité a ensuite adopté les résolutions 2042 (2012) du 14 avril et 2043 (2012) du 21 avril, par lesquelles il a établi la Mission de supervision des Nations Unies en République arabe syrienne (MISNU).

6. Alors que la violence reprenait en Syrie, l'Envoyé spécial conjoint a consulté le Conseil de sécurité avant de lancer une nouvelle initiative visant à promouvoir un règlement pacifique du conflit, qui s'est traduite par l'établissement du Groupe d'action international pour la Syrie. Les concertations préalables à la création de ce groupe ont débuté à la mi-juin 2012 sous la direction de l'Envoyé spécial conjoint, et le Groupe d'action, présidé par ce dernier, s'est réuni pour la première fois le 30 juin 2012. Il comptait parmi ses membres les Ministres des affaires étrangères des cinq membres permanents du Conseil de sécurité, de la Turquie, du Qatar, de l'Iraq, du Koweït (ces trois derniers pays siégeant en qualité de présidents de composantes de la Ligue arabe), ainsi que des représentants de l'ONU, de la Ligue des États arabes et de l'Union européenne (UE).

7. Dans leur communiqué final du 30 juin (A/66/865-S/2012/522), les membres du Groupe d'action ont défini des dispositions et des mesures que devaient prendre les parties pour garantir l'application intégrale du plan en six points et des résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012) du Conseil de sécurité, notamment un arrêt immédiat de toutes les formes de violence; ils sont convenus de lignes directrices et de principes pour une transition politique qui réponde aux aspirations légitimes du peuple syrien et se sont entendus sur les mesures qu'ils prendraient pour atteindre ces objectifs de façon à appuyer les efforts entrepris par l'Envoyé spécial conjoint en vue de faciliter une transition politique dirigée par les Syriens. Le Groupe d'action devait ainsi contribuer à l'instauration, sur les plans international et régional, des conditions nécessaires à l'arrêt de la violence et à l'émergence d'un processus politique pacifique en Syrie.

8. Cependant, comme la violence grandissait et se propageait, dans sa résolution 2059 (2012) du 20 juillet, le Conseil de sécurité a prorogé le mandat de la MISNU pour une dernière période de 30 jours et déclaré qu'il ne serait disposé à proroger ce mandat par la suite que si le Secrétaire général indiquait et lui-même confirmait qu'il n'était plus fait usage d'armes lourdes et que le niveau de violence de la part de toutes les parties avait suffisamment diminué pour permettre à la Mission de s'acquitter de son mandat. Compte tenu de l'aggravation de la violence, le Conseil de sécurité n'a pas renouvelé le mandat de la Mission et celle-ci a cessé ses activités le 19 août 2012.

9. Le 2 août 2012, l'Envoyé spécial conjoint, M. Annan, a donné sa démission. Le 3 août, l'Assemblée générale a adopté la résolution 66/253 B, dans laquelle elle condamnait le recours accru aux armes lourdes, les violations des droits de l'homme et toutes les violences, d'où qu'elles viennent, y compris les actes terroristes. Dans

cette résolution, elle a également engagé les parties syriennes à collaborer avec l'Envoyé spécial conjoint afin de mettre en œuvre rapidement le communiqué de Genève, exigé que toutes les parties appliquent immédiatement et de manière visible les résolutions 2042 (2012) et 2043 (2012) du Conseil de sécurité afin qu'elles cessent toutes de recourir à la violence armée sous toutes ses formes, permettant ainsi d'instaurer un climat propice à une cessation durable de la violence et à une transition politique conduite par les Syriens et déploré la situation humanitaire en Syrie. Elle a en outre engagé les États Membres à soutenir activement la mise en œuvre du plan de transition exposé dans le communiqué final du Groupe d'action pour la Syrie.

10. Dans ce contexte, le 17 août 2012, le Secrétaire général de l'ONU, agissant en consultation avec le Secrétaire général de la Ligue des États arabes, a nommé Lakhdar Brahimi aux fonctions de Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie. Dans la lettre qu'il a adressée au Secrétaire général le 17 août (S/2012/65), le Président du Conseil de sécurité a de nouveau exprimé le soutien des membres du Conseil au Représentant spécial conjoint. Le 5 septembre 2012, la Ligue des États arabes a adopté la résolution 7523 dans laquelle elle se félicitait que le Représentant spécial conjoint ait été nommé et lui demandait de définir la nouvelle vision d'avenir de la mission compte tenu des changements survenus.

11. Compte tenu de ce qui précède, les fonctions générales du Représentant spécial conjoint pour 2012 et 2013 devraient être les suivantes :

a) User de bons offices en vue de mettre fin à toutes les violences et violations des droits de l'homme et de faciliter l'obtention, sous la conduite des Syriens, d'un règlement pacifique de la crise. À cette fin, le Représentant spécial conjoint sera en contact et tiendra des consultations avec tous les interlocuteurs nationaux et internationaux, y compris les États voisins et d'autres pays concernés, les autorités syriennes, les groupes de l'opposition et d'autres organisations clefs de la société civile. En consultation avec le Secrétaire général adjoint aux affaires politiques, il dispensera au Secrétaire général des conseils sur le processus politique en vue de contribuer à régler le conflit en Syrie. Il conseillera également le Secrétaire général de la Ligue des États arabes par les voies appropriées;

b) S'employer avec tous les organismes pertinents des Nations Unies et la Ligue des États arabes à appuyer les efforts visant à mettre fin à la violence et à promouvoir une solution politique. Le Représentant spécial conjoint entretiendra, selon qu'il conviendra, une relation étroite avec le Haut-Commissaire aux droits de l'homme et d'autres organismes compétents des Nations Unies, y compris le Coordonnateur des secours d'urgence, dont il facilitera et appuiera les efforts. Il tiendra également des consultations avec le Comité international de la Croix-Rouge;

c) Selon que de besoin, le Représentant spécial conjoint rendra compte de la situation au Conseil de sécurité, à l'Assemblée générale et à d'autres organes compétents de l'ONU, ainsi qu'au Conseil des ministres et au Comité ministériel de suivi de la Ligue des États arabes.

Coopération avec d'autres entités

12. Le Département des affaires politiques et le Département de l'appui aux missions fournissent un appui fonctionnel au Bureau du Représentant spécial

conjoint. Dans le cadre de sa mission de bons offices, le Représentant spécial conjoint et son bureau poursuivront leurs consultations et leurs activités de coordination avec le Département des affaires politiques, le Département des opérations de maintien de la paix, le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme et le Haut-Commissariat pour les réfugiés. Il coopérera également avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres entités du système des Nations Unies œuvrant dans la région. Le Département des affaires politiques et le PNUD président conjointement une équipe spéciale interorganisations qui regroupe tous les organismes des Nations Unies afin d'apporter un appui plus efficace en vue de prendre en compte toutes les questions relatives à la crise et d'y remédier. Le Bureau du Représentant spécial conjoint à Damas consulte l'équipe de pays des Nations Unies en Syrie, avec laquelle il coopère.

13. En appliquant les principes de la stratégie globale d'appui aux missions, le Bureau s'appuiera sur les moyens logistiques et administratifs des missions régionales au Moyen-Orient, ainsi que du PNUD, pour continuer d'apporter un appui stratégique et mener des activités de coordination moyennant remboursement.

Résultats obtenus

14. L'objectif fixé pour la période allant de septembre à décembre 2012 consiste à prendre des mesures en vue de mettre fin à la violence et de parvenir à un règlement pacifique du conflit en Syrie. Il s'agit notamment de faciliter un processus politique en faveur d'une transition pacifique conduite par les Syriens, ainsi que d'accroître l'appui et la coopération de la communauté internationale à cette fin. Afin d'obtenir l'unité et l'appui de la communauté internationale, le Représentant spécial conjoint s'est rendu en République arabe syrienne et en Arabie saoudite, en Chine, dans la Fédération de Russie, en France, en Iraq, en Jordanie, au Liban, en République islamique d'Iran et en Turquie. Ses fonctions devraient également le conduire dans d'autres pays d'ici à la fin de l'année. Le Représentant spécial conjoint a également fait un exposé à l'Assemblée générale le 4 septembre et au Conseil de sécurité le 24 septembre et le 24 octobre. Il devrait rendre régulièrement compte à ces deux organes, ainsi qu'à la Ligue des États arabes. Ces réunions pourraient permettre d'instaurer les conditions nécessaires, sur les plans international et régional, à l'exécution de son mandat.

15. D'ici à la fin de l'année 2012, des conditions propices à un processus politique durable et concerté devraient se mettre en place, notamment le renforcement de l'unité et de l'appui de la communauté internationale et des acteurs régionaux, ainsi que de la coopération et de la participation des représentants de la société syrienne (du Gouvernement, des groupes de l'opposition, de la société civile et d'autres parties concernées).

Hypothèses retenues aux fins des prévisions pour 2013

16. Les priorités de l'Office consisteront à aider les parties syriennes à mettre en œuvre le plan en six points, notamment en usant de bons offices en vue de mettre fin à toutes les violences et violations des droits de l'homme et en facilitant un règlement pacifique sans exclusive conduit par les Syriens et une transition politique conduite par les Syriens.

17. Sous la direction du Représentant spécial conjoint, qui a rang de secrétaire général adjoint, la Mission emploiera 79 civils (31 membres de services fonctionnels, 13 de services d'appui et 35 de services de sécurité) et 2 membres du personnel fourni par des gouvernements en qualité de conseillers militaires.

18. Le siège du Bureau du Représentant spécial conjoint sera transféré de Genève au Caire et un bureau sera établi à Damas. Sur les 79 postes temporaires proposés, 25 le sont pour Le Caire, 51 pour Damas et 3 pour New York aux fins de l'appui administratif que le Département des affaires politiques fournira à titre provisoire au Bureau du Représentant spécial conjoint au Caire et à Damas.

19. Les effectifs d'appui nécessaires à la Mission ont été déterminés en tenant compte des principes de la stratégie globale d'appui aux missions. Les capacités existantes seront mises à profit afin de réaliser des gains d'efficacité et de réduire le nombre de fonctionnaires déployés en Syrie et en Égypte. Ainsi, on tirera pleinement parti des capacités d'appui logistique des missions régionales du Moyen-Orient (y compris celles qui se trouvent au Koweït), ainsi que du PNUD, pour assurer l'appui administratif et la coordination logistique essentiels d'une composante d'appui de petite taille déployée au Caire et à Damas. En outre, les composantes appui et sécurité de la Mission se caractériseront par leur multifonctionnalité, y compris la mise en commun des fonctions de chauffeur. Les effectifs administratifs s'occuperont des activités relatives au budget, aux finances, aux ressources humaines, aux services généraux, à la gestion des contrats, aux achats, à la formation et à d'autres tâches administratives et les effectifs logistiques des activités relatives à l'informatique, à l'approvisionnement, aux transports, à la logistique et à la gestion des biens, ainsi que de toute fonction de génie requise.

20. La composante Appui de la mission sera dirigée par un Chef de l'appui à la Mission de la classe P-5 affecté au Caire, à qui seront délégués les pouvoirs nécessaires dans les domaines de la finance, des ressources humaines et des achats. Il sera secondé par un fonctionnaire du soutien logistique (Service mobile), deux assistants au soutien logistique (niveau local) et un assistant administratif (niveau local).

21. La composante appui de Damas sera dirigée par un fonctionnaire d'administration de la classe P-4, qui relèvera de la responsabilité hiérarchique du Chef de l'appui à la Mission affecté au Caire. Le fonctionnaire d'administration sera secondé par un fonctionnaire d'administration (Service mobile), un fonctionnaire du soutien logistique (Service mobile), un assistant administratif/financier (Service mobile), un assistant au soutien logistique (niveau local) et deux assistants administratifs (niveau local).

22. On a pris comme hypothèse qu'il n'y aurait pas de programme d'infrastructure et que des locaux adéquats seraient disponibles moyennant remboursement, pour répondre aux besoins immédiats. Les dépenses afférentes aux aménagements à effectuer pour mettre les locaux en conformité avec les normes minimales de sécurité opérationnelle seront comprises dans le montant estimatif des financements nécessaires.

23. Les biens et fournitures essentielles nécessaires proviendront dans la mesure du possible de la liquidation de la MISNUS, de la réserve de matériel de l'ONU ou de stocks excédentaires d'autres missions régionales.

24. Les déplacements s'effectueront sur des lignes commerciales ou à bord d'appareils affrétés à titre ponctuel, sans qu'il soit donc nécessaire d'inscrire au budget des moyens de transport aériens propres au Bureau.

25. Les objectifs, réalisations escomptées et indicateurs de succès du Bureau sont indiqués ci-après.

Objectif : Parvenir, par des moyens pacifiques, à un règlement politique de la crise en République arabe syrienne conduit par les Syriens de manière à répondre aux aspirations légitimes du peuple syrien à la dignité, à la liberté et à la justice, sur la base des principes de l'égalité et de la non-discrimination

Réalisations escomptées	Indicateurs de succès
a) Les parties acceptent de faire cesser les violences et de chercher à régler le conflit par des moyens politiques	<p>a) i) Nombre de réunions organisées par le Représentant spécial conjoint avec les parties au conflit, ainsi qu'avec les interlocuteurs régionaux et internationaux, de nature à conduire à un accord entre les parties</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2012 (estimation) : 100 2013 (objectif) : 300</p> <p>ii) Réduction du nombre de pertes en vies humaines dues au conflit en République arabe syrienne</p> <p><i>Mesure des résultats</i> : réduction en pourcentage par rapport au semestre précédent</p> <p>2012 (estimation) : second semestre : réduction de 25 % 2013 (objectif) : premier semestre : réduction de 30 %, second semestre : réduction de 40 %</p>
b) Un processus politique sans exclusive dirigé par les Syriens est engagé dans un climat exempt de violence, afin de prévoir une transition politique et de répondre concrètement aux aspirations et aux préoccupations légitimes du peuple syrien	<p>b) i) Des représentants du Gouvernement syrien et de l'ensemble des groupes d'opposition syriens participent à un processus politique crédible et global</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2012 (estimation) : Non 2013 (objectif) : Oui</p> <p>ii) Élaboration d'une feuille de route ou conclusion d'un accord concernant une solution conforme à la volonté et aux aspirations légitimes du peuple syrien, garantissant le plein respect de leurs droits fondamentaux</p> <p><i>Mesure des résultats</i> 2012 (estimation) : Non 2013 (objectif) : Oui</p>
c) Appuyer les efforts visant à mettre fin aux violations des droits de l'homme	<p>c) i) Libération de détenus et prisonniers associés aux mouvements de contestation organisés en République arabe syrienne depuis mars 2011</p>

Mesure des résultats

2012 (estimation) : Non

2013 (objectif) : Oui

ii) Les politiques nationales relatives aux forces de sécurité sont révisées conformément aux normes internationales

Mesure des résultats

2012 (estimation) : Non

2013 (objectif) : Oui

d) Facilitation de l'accès des services humanitaires aux zones touchées

L'accès humanitaire est accordé par toutes les parties concernées

Mesure des résultats : pourcentage de personnes dans le besoin ayant accès à une assistance humanitaire

2012 (estimation) : 15 %

2013 (objectif) : 100 %

Produits

- Missions de bons offices et organisation de consultations avec toutes les parties concernées aux niveaux national, régional et international, l'objectif étant de régler par voie politique la crise en Syrie
- Visites régulières en Syrie et dans d'autres pays en vue de promouvoir une solution politique à la crise en Syrie
- Fourniture de conseils à tous les interlocuteurs syriens concernant les meilleures pratiques à mettre en œuvre pour parvenir à une solution négociée, y compris les dispositions concrètes à prendre pour mettre fin aux hostilités et des questions diverses
- Organisation, à l'intention des parties prenantes, d'ateliers de formation sur les mécanismes de négociation, selon qu'il conviendra
- Selon que de besoin, facilitation des négociations entre les parties en vue de parvenir à un accord mettant un terme au conflit et de proposer une solution politique acceptable par tous les intéressés
- Rapports au Conseil de sécurité et à l'Assemblée générale et aux autres organes de l'ONU et de la Ligue des États arabes concernés, selon qu'il conviendra, sur les progrès de la mission du Représentant spécial conjoint
- Initiatives de communication du Représentant spécial conjoint, dont des déclarations publiques soulignant l'importance d'engager un dialogue politique, de mettre fin à la violence et aux violations des droits de l'homme et de faciliter l'accès humanitaire
- Exposés réguliers à la communauté diplomatique, notamment aux membres de l'ONU et de la Ligue des États arabes, concernant la situation politique et l'état de la sécurité en République arabe syrienne et l'action menée par le Représentant spécial conjoint

Facteurs externes

26. Les objectifs seront atteints si toutes les parties prenantes aux niveaux national, régional et international coopèrent pleinement avec le Représentant spécial conjoint.

Tableau 1
Prévisions de dépenses

(En milliers de dollars des États-Unis)

Catégorie de dépenses	1 ^{er} janvier-31 décembre 2012			Montants nécessaires pour 2013			
	Crédits ouverts (1)	Montant estimatif des dépenses (2)	Écart : solde inutilisé (dépassement) (3) = (1) – (2)	Total (4)	Total net ^a (5) = (4) – (3)	Dépenses non renouvelables (6)	Variation 2012-2013 (7) = (4) – (1)
Personnel civil	3 022,3	3 907,6	(885,3)	6 293,9	7 179,2	–	3 271,6
Dépenses opérationnelles	4 465,7	3 580,4	885,3	5 967,9	5 082,6	700,0	1 502,2
Total	7 488,0	7 488,0	–	12 261,8	12 261,8	700,0	4 773,8

^a Montant net des crédits nécessaires, compte tenu du montant estimatif du solde inutilisé ou du dépassement de crédits de 2012.

27. Les prévisions de dépenses du Bureau du Représentant spécial conjoint pour la période d'un an s'achevant le 31 décembre 2013 s'élèvent à 12 261 800 dollars (déduction faite des contributions du personnel) et englobent les dépenses de personnel afférentes à l'emploi de 79 civils, à savoir le Représentant spécial conjoint (au rang de secrétaire général adjoint) et son équipe (1 SSG, 1 D-2, 2 D-1, 6 P-5, 9 P-4, 7 P-3, 18 agents du Service mobile, 1 agent des services généraux (Autres classes) et 33 agents locaux des services généraux pour une période de 12 mois (6 293 900 dollars), et les dépenses opérationnelles (5 967 900 dollars), dont le personnel fourni par des gouvernements (94 200 dollars), les consultants (200 000 dollars), les voyages (2 057 400 dollars), les installations et infrastructures (1 324 300 dollars), les transports terrestres (233 400 dollars), les communications (740 000 dollars) et l'informatique (28 600 dollars), ainsi que les fournitures, services et matériel divers (1 290 000 dollars).

28. La variation entre le montant estimatif des dépenses pour 2013 et les crédits ouverts pour 2012 s'explique principalement par l'augmentation des effectifs : il est proposé de financer en 2013 79 postes temporaires répartis entre New York (3 postes), le Caire (25 postes) et Damas (51 postes), contre 18 à Genève en 2012. La hausse des dépenses opérationnelles tient en grande partie au fait que des communications satellitaires soient requises et à la nécessité de louer des locaux et d'aménager ceux du Caire et de Damas pour qu'ils soient conformes aux normes minimales de sécurité opérationnelle fixées par le Département de la sécurité et de la sûreté.

29. Les crédits ouverts pour 2012 devraient être utilisés dans leur intégralité.

Ressources extrabudgétaires

30. Les travaux du Bureau du Représentant spécial conjoint seront également financés par le Fonds d'affectation spéciale pour l'appui au Département des affaires politiques, qui fournira des fonds supplémentaires destinés à prendre en charge dans le courant de l'année des activités non planifiées ou plus importantes que prévu. Le Fonds d'affectation spéciale permettra en particulier de financer des dépenses additionnelles liées aux voyages, aux réunions entre interlocuteurs

internationaux et interlocuteurs régionaux, aux réunions de représentants syriens, aux travaux des consultants et au matériel.

31. On devrait disposer en 2012 de ressources extrabudgétaires d'un montant de 628 000 dollars permettant de financer les dépenses de personnel (480 000 dollars) afférentes à l'emploi d'un administrateur hors classe spécialiste des questions politiques (P-5) et de deux spécialistes des questions politiques (1 P-4 et 1 P-3), et d'autres dépenses opérationnelles (84 000 dollars). Ces fonctionnaires travaillent à New York à la Division du Moyen-Orient et de l'Asie de l'Ouest du Département des affaires politiques et apportent un appui fonctionnel au Représentant spécial conjoint et à son personnel, dans le cadre de la mission de bons offices qu'ils mènent, ainsi qu'un appui aux hauts fonctionnaires de l'ONU sur la question de la Syrie à mesure que la crise continue de s'aggraver et devient plus complexe. Un montant disponible supplémentaire de 64 000 dollars a permis de faire appel à un administrateur hors classe spécialiste des questions politiques qui, appuyant les efforts du Représentant spécial conjoint, a facilité les négociations sur la cessation de la violence tenues au printemps avec le Gouvernement et l'opposition syriens. Ces activités ont été financées en 2012 par le Fonds d'affectation spéciale pour l'appui au Département des affaires politiques.

32. Des effectifs supplémentaires sont demandés pour le Bureau du Représentant spécial conjoint pour la Syrie, le nombre total de postes temporaires requis passant de 18 à 79. Ces effectifs comprennent 31 postes temporaires fonctionnels, 13 postes temporaires d'appui et 35 postes temporaires d'agent de sécurité, répartis entre le Caire (15 postes fonctionnels, 5 d'appui et 5 d'agent de sécurité), Damas (13 postes fonctionnels, 8 d'appui et 30 d'agent de sécurité) et New York (3 postes fonctionnels chargés d'apporter un appui administratif), par rapport aux 18 postes temporaires (16 postes temporaires fonctionnels, 1 poste d'appui et 1 poste d'agent de sécurité) approuvés en 2012 pour le Bureau de l'Envoyé spécial conjoint à Genève.

Tableau 2
Effectifs nécessaires

	Administrateurs et fonctionnaires de rang supérieur								Agents des services généraux et des catégories apparentées				Personnel recruté sur le plan national				
	SGA	SSG	D-2	D-1	P-5	P-4	P-3	P-2	Total partiel	Service mobile/ Service de sécurité	Services généraux (I°C)	Services généraux (AC)	Total (personnel international)	Administrateurs	Agents locaux	Volontaires des Nations Unies	Total
Effectif approuvé pour 2012	1	2	2	–	3	2	2	–	12	–	2	4	18	–	–	–	18
Effectif proposé pour 2013	1	1	1	2	6	9	7	–	27	18	–	1	46	–	33	–	79
Variation	–	(1)	(1)	2	3	7	5	–	15	18	(2)	(3)	28	–	33	–	61

33. Les nouveaux effectifs bénéficient de l'expérience et des enseignements tirés de la mission précédente (Bureau de l'Envoyé spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes en Syrie) et ont été ajustés en conséquence. La structure qu'il est proposé de créer permettrait de renforcer des

domaines d'activité tels que les affaires politiques, les droits de l'homme et l'information, ainsi que l'appui administratif.

34. La composante Appui, qui comprenait en 2012 un administrateur hors classe (P-5) affecté à Genève, serait renforcée et comprendrait 13 postes temporaires en 2013. Cinq de ces postes [1 chef de l'appui à la Mission (P-5), 1 fonctionnaire du soutien logistique (Service mobile), 2 assistants au soutien logistique (niveau local) et 1 assistant administratif (niveau local)] seraient au Caire, les 8 autres [1 fonctionnaire d'administration (P-4), 1 fonctionnaire d'administration (Service mobile), 1 fonctionnaire du soutien logistique (Service mobile), 1 assistant administratif/financier (Service mobile), 1 assistant administratif (Service mobile), 1 assistant au soutien logistique (niveau local) et 2 assistants administratifs (niveau local)] seraient à Damas.

35. Il serait également nécessaire, du fait de la présence de ces effectifs au Caire et à Damas, de renforcer la composante sécurité. Le nombre de postes temporaires d'agent de sécurité passerait de 1 en 2012 à 35 en 2013. Cinq de ces postes [2 agents de sécurité (Service mobile), 1 assistant de sécurité (niveau local) et 2 chauffeurs (niveau local)] seraient au Caire, les 30 autres [1 P-4, 1 P-3, 6 agents de sécurité (Service mobile) et 2 agents de sécurité (niveau local), 1 analyste de la sécurité (P-3) 2 agents de liaison pour les questions de sécurité (Service mobile), 1 responsable des gardes (niveau local), 10 gardes (niveau local) et 6 chauffeurs (niveau local)] seraient à Damas.

II. Décision que l'Assemblée générale est invitée à prendre

36. L'Assemblée générale est invitée à :

a) Approuver le budget pour 2013 d'un montant total net de 12 261 800 dollars (montant brut : 12 964 200 dollars) du Bureau du Représentant spécial conjoint de l'Organisation des Nations Unies et de la Ligue des États arabes pour la Syrie;

b) Ouvrir, conformément aux procédures énoncées au paragraphe 11 de l'annexe I de la résolution 41/213, un crédit de 12 261 800 dollars au chapitre 3 (Affaires politiques) et un crédit de 702 400 dollars au chapitre 36 (Contributions du personnel), ce dernier montant devant être contrebalancé par l'inscription du même montant au chapitre premier des recettes (Recettes provenant des contributions du personnel) du budget-programme de l'exercice biennal 2012-2013.